

bulletin

Avril 2016 **S** **o** **s** **e** **m** **e** **s** **t** **r** **i** **e** **l**



Société archéologique historique
et scientifique de Soissons

SOMMAIRE

En couverture : la "belle inconnue" de notre assemblée générale.

2 - sommaire.

3 - notre programme pour le deuxième trimestre 2016.

4 - informations diverses et hommage à Jean-Claude Burlet.

5 - Coucy le Château et son évolution au XIX^e siècle par Michèle Tranchart, le 25 octobre 2015.

7 - le manoir soissonnais par Denis Rolland, le 13 novembre 2015.

8 - la carrière de Jacques Pennier par Emilie d'Orgeix, le 13 décembre 2015..

11 - la persécution des Juifs de Soissons et Crouy par Stéphane Amelineau, le 17 janvier 2016.

17- notre assemblée générale du 14 février 2016.

**Bulletin conçu, réalisé et imprimé par nos soins
Dépôt légal avril 2016
Tirage 275 exemplaires**

NOS

RENCONTRES

POUR LE

DEUXIEME

TRIMESTRE 2016

Société archéologique, historique et scientifique de Soissons

4, rue de la Congrégation, 02200 SOISSONS

Téléphone-répondeur-fax : 03 23 59 32 36

Site Internet : www.sahs-soissons.org - courriel : contact@sahs-soissons.org

**Association reconnue d'intérêt général à caractère culturel par la D.S.F. de l'Aisne
le 25 septembre 1996**

samedi 2 avril : à 18 heures à l'auditorium du Mail à Soissons, projection d'une sélection de films anciens avec notamment la visite du Président Albert Lebrun en 1935, les libérations de Fère en Tardenois et Corcy en 1944, fête populaire à Fère en 1945, mariage à Sergy en 1946, fête champêtre à Chéry les Pouilly en 1947, fête des provinces françaises à Soissons vers 1930, fête Clovis 1930, exode 1940, motocross à Belleu 1953, fête du haricot en 1955.

dimanche 17 avril : à 15 heures à l'auditorium du Mail à Soissons, conférence de Marie-Claude Dinot-Lecomte, maître de conférences HDR honoraire de l'Université de Picardie Jules Verne sur les *"hôpitaux de Picardie au Moyen-Age à la Révolution : état des lieux et perspectives"*. A l'occasion de la publication du livre sur ce sujet qu'elle a coordonné avec son collègue médiéviste Pascal Montaubin, elle montrera l'important travail collectif réalisé par une quarantaine de contributeurs à l'origine de 180 notices d'établissements hospitaliers dans 110 localités des trois départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme sur un millénaire. Elle mettra l'accent sur la richesse des archives hospitalières, sur la densité du réseau hospitalier (surtout dans l'Aisne où 2/3 des hôtels-Dieu sont desservis par des religieuses), sur la continuité de l'institution hospitalière, véritable marqueur de l'espace humain et objet durable de fierté des villes avant de suggérer des pistes de recherches à l'échelle de la nouvelle région Nord-Pas de Calais-Picardie.

dimanche 22 mai : sortie de l'après-midi : pour visiter le village de Bucy le Long qui possède un patrimoine très riche : l'église avec son vitrail du XVI^e siècle, l'arbre de Jessé, la tour du XIV^e, les enclos fortifiés qui enfermaient les vignes, plusieurs manoirs et châteaux. **Rendez-vous à 14 heures** devant l'église. Pour se garer, il y a un parking derrière l'église.

dimanche 19 juin : déplacement en autocar pour notre sortie pique-nique mais le parcours n'étant pas encore défini, il fera l'objet d'un programme et d'un bulletin d'inscription qui seront envoyés en mai.

*

INFORMATIONS DIVERSES

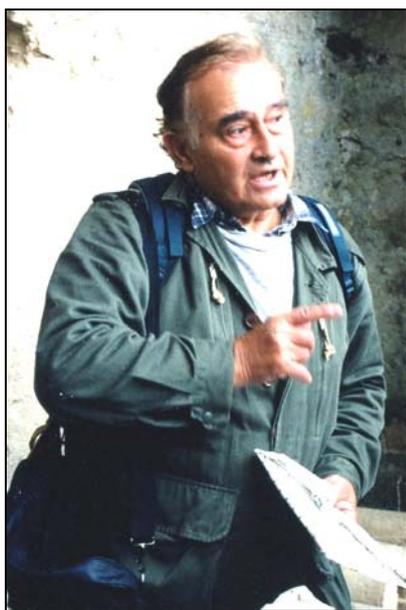
Bienvenue à nos nouveaux adhérents :

Mmes Annick BACHY, de Soissons,
Josiane BUREAU, de Soissons,
Cathy DELBART, de Soissons,
Anne-Gaëlle DEPARIS, de Crouy,
Suzette DOBRAZIC, de Soissons
Danielle WARGNIER, de Crouy,
MM. Nicolas BILOT, de Montépilloy,

Jean-Pierre BOUDEELE, du Plessis Huleu
Serge DANTHIER, de Soissons,
Nicolas DEHU, de Faverolles,
Bernard GAUTIER, de Braine,
Frédéric HAURET, de Verneuil sous Coucy
Eric LEFRANC, de Soissons,
L'association V.M.F. de Montescourt

Mémoires de la Fédération : le tome 60 pour l'année 2015 est paru sur le thème "Vivre dans l'Aisne". Il est attribué gratuitement à tous nos adhérents (valeur commerciale 19 €) Il est encore disponible à notre siège ou par envoi postal contre 6 € pour frais d'affranchissement.

HOMMAGE A JEAN-CLAUDE BURLET



Le 8 janvier 2016, Jean-Claude Burlet, un des plus anciens membres de la Société Historique de Soissons, décédait à son domicile de Choisy au Bac. Il avait 85 ans. Apprécié de Bernard Ancien, pas encore président de la SAHS, Jean-Claude Burlet a passé sa vie à satisfaire de belles passions.

Il était né le 1er avril 1930, à Marizy Saint Mard, dans un milieu d'agriculteurs. Auteur de quelques livrets de mémoires rappelant sa jeunesse, il y révèle un don de description de la nature, de l'observation des usages ruraux et son goût d'explorer ce qui est interdit ou peu recommandé. C'est ainsi que, malgré les interdictions complices de Messieurs Ancien, Buffenoir et Lépissier, le restaurateur de la cathédrale, il osa explorer seul, les souterrains et, en barque, les courants et nappes d'eau sous St Jean des Vignes, l'Hôtel de ville de Soissons et du château de Coucy.

Devenu dentiste, il est mobilisé à Trêves, à Compiègne, puis en Algérie. Il épousa Marie-Claude en 1954. Ils eurent deux enfants, Catherine et

Eric, quatre petits-enfants puis deux arrière-petits-enfants.

Après avoir repris le cabinet dentaire du Dr Collin, place de la République, en 1967, après différents essais, il exerce à Thourotte jusqu'en 1990. Il habitait au Francport, au bord de l'Aisne et au plus près des forêts compiégnaises où il suivait les chasses à courre à moto ou à cheval.

Cette courte évocation de son existence permet de rappeler son attachement, avec l'architecte Ligier, à la reconstruction du donjon de Coucy pour lequel il a couru d'une capitale à l'autre. Et aussi de se souvenir de ses nombreuses interventions au cours des conférences ou visites en groupe.

Notre Société lui a permis de raconter l'épisode violent qu'il vécut lors de la Libération de Soissons. Son entourage lui accorde entre autres passions celle du cheval, il en a eu dix-sept. Et sa fidélité à ses amis, bien plus nombreux comme le sont

..... Alain Deshayes et René Verquin.

COUCY LE CHÂTEAU - EVOLUTION DU BÂTI au XIX^{ème} Siècle

Conférence de Michèle Tranchart le 25 octobre 2015

A l'aube du XIX^{ème} siècle, Coucy le Château est un "bourg encerclé" par ses remparts du XIII^{ème} et a gardé, 600 ans après, les accès "imaginés" par Enguerrand III et son maître d'œuvre.

L'accès à Coucy se fait à pied ou à cheval par les sentes menant à la Porte de Gommeron (Porte de Chauny actuelle) ou à la Porte des Treilles (Porte de Soissons) et en véhicule attelé uniquement par la Porte de Laon.

Si les nombreuses cartes postales illustrant Coucy le Château nous donnent des renseignements sur les dernières modifications de la fin du siècle, c'est en parcourant les registres d'hypothèques conservés aux Archives départementales de Laon que l'on peut remonter au début du siècle.

La recherche peut se faire à partir du patronyme, ce qui conduit à la référence du registre des débiteurs correspondants, puis à la numérotation des registres de transcription des actes notariés. On peut également, à partir d'un acte, avoir les références des actes de ventes précédents permettant ainsi de voir les modifications, les démolitions et les reconstructions d'une propriété.



Dessin Théophile Grégoire - Carrefour Gommeron.

Très vite, on voit une rue dont le nom montre une première évolution du bourg liée aux constructions de la Côte de Chauny et d'une nouvelle porte de Gommeron, sous le règne de Louis Philippe, dite "rue de l'écu" car desservant les cours de "la maison de l'Eschiquet" et de

"l'hostellerie de l'Ecu de France" avant la Révolution ; elle s'appelle progressivement "rue allant de la Porte de Gommeron à la Porte de Laon" puis "rue Traversière", son nom actuel. Elle perd ses commerces qui se regroupent carrefour Gommeron et Place du Marché construits à la place de "masures" ou suite au morcellement d'anciennes propriétés bourgeoises.



A gauche, nouveau magasin à deux étages, à droite modification sur l'emprise de l'ancienne descente à la Porte de Chauny.

La création de la côte de Soissons, peu de temps après la route "royale" allant à Soissons (1839, route de Soissons actuelle), permet une ouverture de Coucy vers Paris et les touristes. C'est alors la Place de la Mairie qui voit les modifications ou l'implantation de restaurants (surélévation du Café du Commerce en 1860, construction et création du restaurant "Au Bon Coin" en 1873).

La troisième étape du développement de Coucy le Château, mais également d'Afrique-et-Nogent, commune circulaire autour de Coucy, découlera de l'arrivée des 2 premiers trains venant de Paris, l'un par Chauny, l'autre par Anizy en 1882 sous les yeux de M. Louis-Xavier Gargan, maire de Coucy où il est né, grand industriel de Livry (Livry-Gargan en 1912).

Ce sont aussi les premières "résidences secondaires" comme en 1902 avec l'achat par M. Edmond Kelly, avocat américain à l'ambassade des Etats-Unis à Paris qui achète plusieurs maisons et la "Tour Quarrée", près de la Porte de Laon, pour constituer une seule propriété vendue en un seul lot à son décès, ou l'achat de la maison du



Maison de M. Pipelet, médecin du Roi, construite en 1730 par son père, reconstituée en 3D par P.E. Sautereau.

Gouverneur par M. L'Hermitte, parisien, ainsi que 3 maisons voisines en 1889 et 1905.

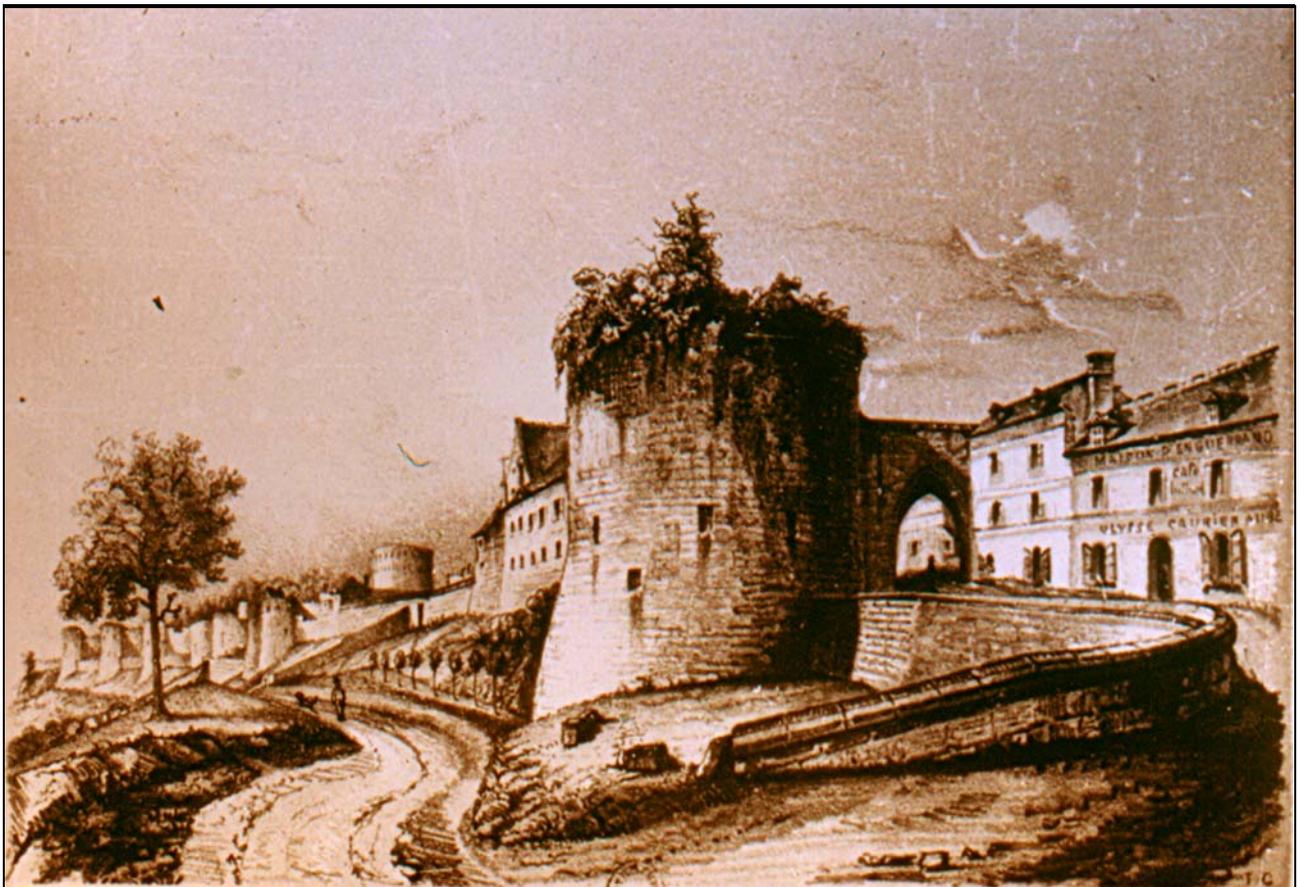
Parcourir les registres d'hypothèques peut être aussi l'occasion de connaître des détails amusants. Une maison située dans la rue des Seigneurs a été transformée en écurie pendant l'occupation allemande : *"un cheval en a même profité pour descendre à la cave d'où on l'a extrait avec bien de la peine"* nous raconte un



Façade après plusieurs divisions et la création de deux magasins.

"chroniqueur" de cette époque. L'acte de 1911 nous donne une explication. En effet, il est bien précisé que "l'acheteur a connaissance du fait que la voûte de la cave sous la salle n'existe plus" !

Michèle TRANCHART.



La Porte de Soissons, sa nouvelle côte et les nouvelles maisons construites par Théophile Grégoire vers 1848.

LE MANOIR SOISSONNAIS

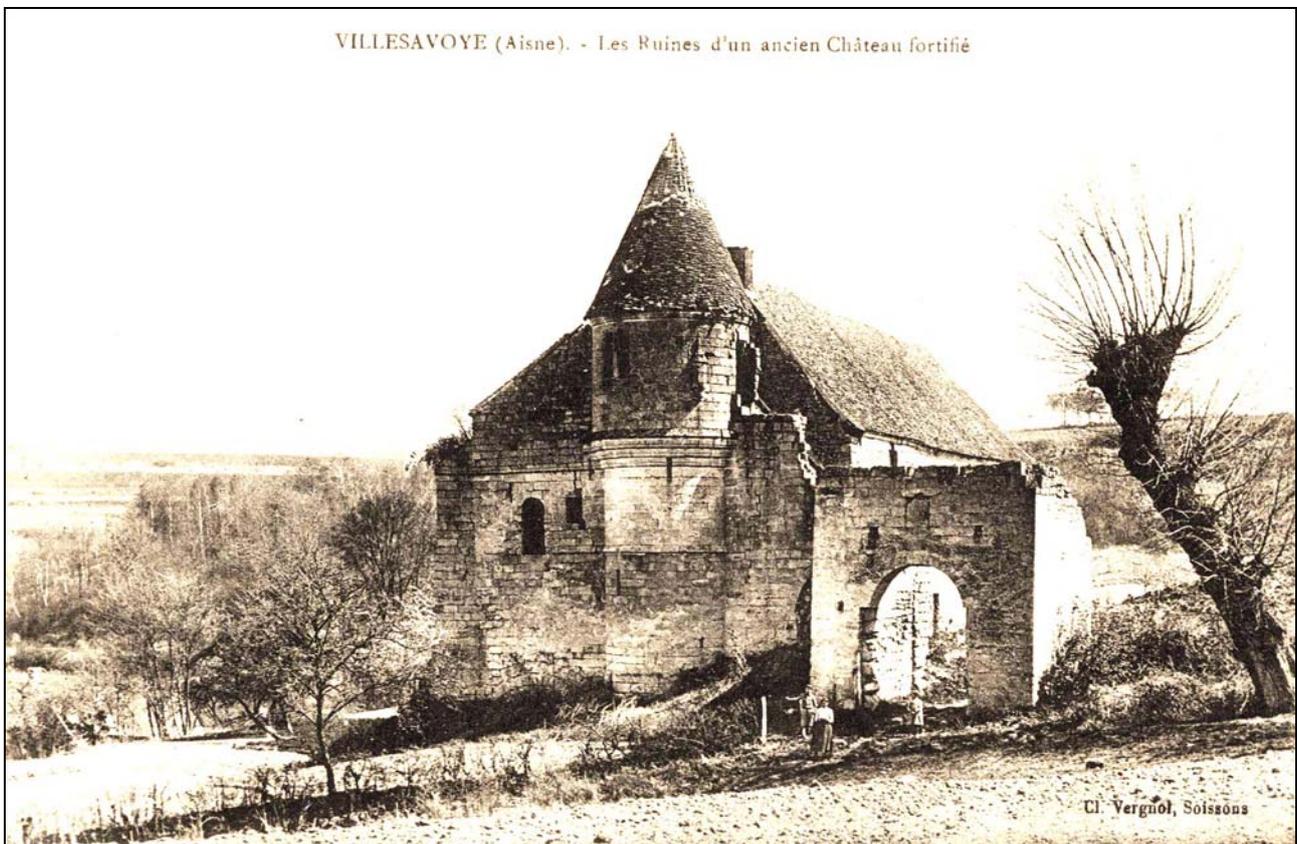
conférence-dîner du 13 novembre animée par le président

Cette soirée a bénéficié d'une affluence record avec la présence de notre députée, Mme Marie-Françoise Bechtel.

Le manoir peut se définir ainsi : c'est l'habitation d'un propriétaire de fief qui n'avait pas le droit de construire une forteresse avec tours et donjon. C'est aussi une maison noble à vocation plutôt agricole. Dans notre région, on peut l'appeler château, ce qui signifiait le siège de la seigneurie.

Contrairement à une opinion répandue, ils étaient nombreux dans tout le département de l'Aisne, plus particulièrement au sud. La guerre de Cent ans entraîna leur destruction. Les fiefs, désertés quelquefois pendant plusieurs décennies à la fin du XV^e siècle, ont souvent changé de main. Le calme et la prospérité économique retrouvés, la campagne soissonnaise s'est couverte au XVI^e s. de nouvelles constructions. À la fois siège de la seigneurie et exploitation agricole, ces nouvelles résidences ont eu une vie éphémère. Les dernières décennies de ce siècle ont apporté un nouveau contingent de destructions avec les guerres de religion. Dans le courant du XVII^e siècle, ils sont peu à peu délaissés. Les seigneurs habitent la ville et louent le manoir à un fermier. L'exploitation agricole supplante alors progressivement la résidence.

C'est en images que le président a retracé l'évolution de ces constructions. Ces images ont montré l'importance des destructions dans notre région. Ces quelques photographies de manoirs disparus en apportent le témoignage.



Jacques Pennier

ingénieur géographe des camps et des armées du roi

Conférence d'Emilie d'Orgeix le 13 décembre 2015

Rares sont les cartographes militaires français d'Ancien Régime qui ont laissé une œuvre aussi importante que Jacques Pennier (1656-v. 1720) qui signa durant sa carrière plus de deux mille cartes et plans manuscrits. Sa longue trajectoire s'inscrit dans une période particulièrement riche et complexe de l'histoire de la cartographie française. Actif sur un théâtre de la guerre sans cesse renouvelé, marqué par l'affirmation d'un État monarchique fort, Pennier fut présent sur les principaux fronts militaires, ses cartes couvrent, de la Flandre à l'Espagne, les immenses territoires tenus par les Habsbourg. Enfin, il publia ses cartes chez de grands imprimeurs parisiens tels Pierre Lepautre, Jean-Baptiste Naudin et Claude Gournay.

1. Les années de formation d'un apprenti peintre soissonnais (1652-1685)

Les premiers indices que nous livre Pennier figurent dans une œuvre de jeunesse intitulée « Voyage de son altesse sérénissime le prince de Conti pour la prise de Luxembourg en avril 1684 ». Cet atlas de cartes et vues de villes, châteaux et abbayes, est ouvertement un recueil courtisan réalisé par un artiste en quête d'un protecteur influent. La formule dont il use pour conclure son épître dédicatoire, « Le très humble et très obéissant serviteur Jacques Pennier Soissonnais » est fondamentale. Elle renseigne, d'une part, sur le prénom de Pennier, Jacques, d'autre part, sur sa ville natale. C'est donc de Soissons, que Jacques Penner est originaire. Le dépouillement attentif des contrats d'apprentissage conservés dans la série notariale des archives départementales de l'Aisne permet de découvrir celui de « Pierre Jacques Pennier, fils de Grégoire Pennier, maître vitrier à Soissons ». Il y stipule que Pennier, âgé de douze ans en 1668, sera engagé « pour quatre années consécutives à compter du 1^{er} octobre [...] auprès de Marc Dupré, maître peintre à Soissons, qui a promis [de] le loger, coucher, chauffer et nourrir, moyennant la somme de 200 livres ». Ce contrat, qui permet déjà d'établir que Jacques Pennier est né en 1656, est également fructueux pour saisir le contexte social et professionnel dans lequel il a grandi. Fils d'un maître vitrier dans l'atelier duquel il avait dû apprendre tôt les rudiments du métier, Pennier profita certainement de l'activité artistique et intellectuelle intense qui animait la ville.

Si l'on ne connaît pas les circonstances qui conduisirent Pennier à quitter Soissons, il est cependant possible d'esquisser les grandes lignes de son parcours. Après avoir achevé son apprentissage dans l'atelier de Dupré, Jacques Pennier dû certainement effectuer trois ou quatre années supplémentaires « de pratique », comme il était alors d'usage pour pouvoir s'inscrire dans une corporation d'artisans. Il devait donc avoir une vingtaine d'années à la fin de sa cléricature vers 1676. Malheureusement, l'essentiel des archives anciennes de Soissons fut détruit lors de l'incendie qui ravagea l'hôtel de ville en 1818. La trace de Pennier se perd donc jusque vers 1685 lorsqu'il dédie son recueil au prince de Conti.

2. Une œuvre de jeunesse : l'atlas de la campagne de Flandre du prince de Conti (1685-1690)

L'ouvrage se compose de plans et « portraits » ou vues horizontales des lieux les plus remarquables, villes fortes, abbayes et châteaux, retraçant le voyage aller-retour de Conti de Paris à Luxembourg. Pennier ouvre et ferme la série par deux vues de Paris très ouvertement inspirées de gravures contemporaines. Le reste des planches constitue une véritable visite urbaine et architecturale à travers les provinces de France et de Flandre. Les autres planches de l'atlas représentent des plans de villes fortes telles Rocroi, Saint-Quentin, Cambrai, Valenciennes, Ath, Ham et bien sûr Luxembourg où le futur prince de Conti se fit remarquer par l'assaut audacieux d'un bastion.

3- Au faite de la renommée : les ordres de batailles et marches de l'armée du maréchal-duc de Luxembourg en Flandre (1690-v. 1700)

Pennier est alors employé sous les ordres de Jacques François de Chastenot, marquis de Puységur (1655-1743). « Maréchal des logis des camps et armées du roi », Puységur jouait alors un rôle de premier ordre dans le déplacement des armées de Louis XIV. C'était lui qui s'occupait de reconnaître le pays avant que les troupes ne s'y engagent, de coordonner le travail des « fourriers » qui parcouraient la campagne, d'établir les différents itinéraires qui seraient empruntés par les colonnes de soldats et, enfin, de trouver chaque soir des sites où l'armée pourrait camper à l'issue de sa journée de marche.

Selon l'historien Jean-Louis Giraud Soulavie, c'est dans ce contexte à la fois militaire et courtisan que Puységur eut l'idée de demander à Pennier de « faire des livres des cinq campagnes de M. de Luxembourg en Flandres ». Il s'agissait d'y décrire, année par année, la campagne menée par le maréchal-duc de Luxembourg entre 1690 et 1694 de Fleurus à Neerwinden. La série complète forme un ensemble de plus de 300 cartes et plans qui fut répliqué en au moins sept exemplaires atteignant un ensemble de 30 volumes, comptabilisant plus de 2000 planches, aujourd'hui dispersé dans différents fonds français et étrangers.

5- L'œuvre ultime : l'atlas des cartes et plans de Roussillon et de Catalogne (1719)

Pennier disparaît littéralement pendant presque vingt ans. Peut-être s'emploie-t-il toutes ces années à répondre à l'avalanche de commandes d'atlas des campagnes de Luxembourg que l'on retrouve dans les plus grandes collections privées de l'époque ? Peut-être sert-il sur d'autres théâtres à la fin de la guerre de la ligue d'Augsbourg (1689-1697) ?

Son ouvrage intitulé « Recueil des plans du Roussillon, de Catalogne, des châteaux, villages, églises, chapelles et maisons qui peuvent servir de postes en temps de guerre et de quelques endroits de France et d'Espagne » est fondamentalement une œuvre très différente des « parcours » militaires (trajets, voyages, marches...), auxquels Pennier nous avait habitués. S'il figure principalement les places frontières de France et d'Espagne, il comporte aussi toute une série de plans de la frontière portugaise. C'est, en définitive, une œuvre qui tient bien plus du travail d'un ingénieur militaire que d'un ingénieur géographe des camps et des armées du roi. Si les mouvements des troupes et les lignes de tirs des sièges sont parfois indiqués, l'atlas fait part belle à l'architecture, à la ville et aux fortifications.

Considérée dans son ensemble, l'œuvre de Pennier éclaire un moment unique de l'histoire de la cartographie française au tournant des XVII^e et XVIII^e siècles. Elle signe, tout d'abord, le passage d'une pratique de la cartographie militaire fortement marquée par la formation individuelle à une production homogène et standardisée. Pennier offre un exemple saillant de la mise en place de codes iconographiques que la publication de l'ouvrage « Les règles du dessin et du lavis » par l'ingénieur Nicolas Buchotte scellera définitivement en 1722. L'étude de la carrière de Pennier révèle également combien la politique militaire expansionniste de Louis Le Grand, bien qu'elle ruina les finances de la couronne et fut coûteuse en vies humaines, permit l'essor de fulgurantes trajectoires artistiques.

Emilie d'Orgeix
Maitre de conférences,
à l'université Bordeaux-Montaigne



Jacques Pennier "Soissons vue du costé de Compiègne", *Voyage de son altesse Sérénissime Monseigneur le Prince de Conty...* (v.1685) Bibliothèque Jacques Doucet, Paris, Ms 172, fol.12

La persécution des Juifs de Soissons et de Crouy 1940-1945

A Soissons, comme sur tout le territoire national, l'histoire de la persécution des Juifs par les nazis et leurs soutiens fut partout la même mais avec des aspects que la Mémoire collective n'a pas retenus ou oubliés dans les replis de ses souvenirs. C'est cette histoire locale de la Shoah, redécouverte et actualisée par de nombreuses archives et autant de témoignages, qui a fait l'objet de cette conférence de Stéphane Amelineau le dimanche 17 janvier 2016 à l'auditorium du Mail.

Une dizaine de familles juives d'origine étrangère s'installe à Soissons à partir des années 1920-1930

Après la première guerre mondiale, la communauté juive de Soissons est quasi inexistante. Seulement une poignée de familles, installée en France depuis plusieurs générations, se compte sur les doigts de la main. Elle se voit augmentée dans les années 20 et 30 par des personnes ou des familles qui fuient pour des raisons politiques (principalement antisémites) et économiques leur terre natale. Ils viennent chercher la paix et la liberté d'entreprendre sur cette terre de France dont la République laïque garantit à tous les droits les plus fondamentaux. Des rivages lointains de la Pologne, de l'Ukraine ou des défunts Empires ottoman et austro-hongrois, ces Juifs s'installent à Soissons. Ils sont peu nombreux : une vingtaine de familles sur les 30 000 habitants de la ville avant les déflagrations de 1940. Leur volonté d'intégration semble fondue dans le paysage grâce à l'intégration républicaine, mais aussi à des relations de voisinages, de travail, et même de mariages. Cantonnée depuis des siècles aux mêmes professions, ils taillent, ils coupent, ils cousent et confectionnent des vêtements. Aucune marque d'identification juive ne les distingue, excepté lors de repas en famille où l'on ressort les bougies pour le shabbat ou le pain azyme pour Pâques.

L'engagement volontaire des Juifs de Soissons en 1939 et la débâcle de juin 1940

A la déclaration de guerre en septembre 1939, l'immense majorité des hommes juifs d'origine étrangère en âge de se battre s'engagent volontairement pour défendre le pays qui leur a donné espoirs, libertés et qui a vu naître leurs enfants pour la plupart. Ils sont principalement incorporés dans les 21^e, 22^e et 23^e Régiments de Marche Volontaire Etrangers. Ils serviront souvent en première ligne pour faciliter la retraite dans cette débâcle de juin 1940. Beaucoup sont pris dans la tenaille de la Wehrmacht. Envoyés en Allemagne dans les stalags, bien qu'identifiés comme juifs, leur statut de prisonniers de guerre (du fait des conventions signées entre les deux belligérants avant le conflit) les sauvera de l'extermination pour ceux qui resteront internés jusqu'à la capitulation du III^e Reich (c'est le cas, par exemple, de Victor Buliba, Henri Katz, Jacques Liwer).

La municipalité de Soissons, devant l'avancée rapide des troupes hitlériennes, fait évacuer la ville à partir du 15 mai, mettant des milliers d'habitants sur les routes de l'exode. La ville devient fantôme. Après la signature de l'Armistice, la population commence à revenir en juillet-août 40. Les civils découvrent leur ville aux habitations et aux magasins pillés, parfois saccagés par le mouvement des troupes en déroute.

Pour les femmes, les enfants et les hommes démobilisés des familles juives de Soissons, la difficulté de reconstituer des stocks s'ajoute aux premières mesures discriminatoires prises par l'occupant et la politique collaboratrice du gouvernement de Vichy installé par le Maréchal Pétain qui saborde la République en juillet 1940.

Les mesures antijuives du gouvernement de Vichy et de l'occupant allemand

Des centaines de mesures entre 1940 et 1944 à l'encontre des Juifs, dont plusieurs sont à l'initiative de Vichy (comme le premier statut des Juifs d'octobre 1940 et le second de juin 1941), vont inéluctablement les exclure de la vie économique (aryanisation des entreprises, spoliation des biens, interdiction de professer, etc.) et sociale (interdiction de détenir un poste T.S.F, de se rendre dans des lieux publics, etc.). La première ordonnance du 27 septembre 1940 qui oblige les Juifs de toutes nationalités à se faire recenser (en octobre 40, puis en juillet 41) va permettre, quand le temps des rafles viendra, de dresser les listes d'arrestation. Après ces recensements, une petite centaine de juifs de Soissons sont identifiés par les autorités françaises et allemandes.

Alphonse Liwer, vivant à Soissons, puis à Crouy juste avant la guerre, s'était engagé en 1939, puis démobilisé après la défaite. Entre le 20 et le 25 août 1941, se trouvant à Paris, il est pris dans la seconde rafle de la capitale (après celle du 14 mai 1941) orchestrée par la police française. Elle vise principalement des hommes juifs d'origine étrangère. 4 232 Juifs de toutes nationalités, françaises comprises, âgés entre 18 et 50 ans, sont arrêtés et conduits à la cité de la Muette, à Drancy, qui devient alors camp d'internement. Alphonse Liwer est le premier juif de Soissons interné. Il sera déporté dans l'un des premiers convois pour Auschwitz, le convoi n°3 du 22 juin 1942. Il décédera dans le camp le 13 août, soit sept semaines après son entrée sous le portail « Arbeit Macht Frei ».

Les rafles et les déportations

En juin 1942, pour mieux les repérer, alors que la « Solution finale de la question juive » est déjà engagée dans toute l'Europe occupée, les Juifs à Soissons, comme dans toute la zone occupée, doivent porter l'insigne d'une étoile de David jaune avec la mention « Juif » écrite en noir. Trois insignes par personne âgée d'au moins 6 ans, à échanger contre des points textiles prélevés sur leurs cartes de rationnement.

Les rafles de l'été 42 sont les conséquences de l'accord du 2 juillet 1942 entre Karl Oberg (Chef (Brigadeführer) SS de la police allemande en France) et René Bousquet (secrétaire général de la Police de Vichy, du 18 avril 1942 au 31 décembre 1943). Cet accord stipule la prise en charge des rafles par la police (ou la gendarmerie) française et d'arrêter uniquement les Juifs étrangers entre 18 et 60 ans dès la mi-juillet. Des enfants seront tout de même arrêtés à Paris et dans sa banlieue (Rafle du Vel' d'Hiv), ainsi que des Juifs de nationalité française en province.

A Soissons, l'accord est respecté. L'organisation de la rafle en Picardie commence par l'envoi de directives du SD-Sipo (Police allemande) de Saint-Quentin auprès du Préfet Régional, qui relaye aux préfets départementaux et sous-préfets d'arrondissement. Une liste de 98 juifs à arrêter accompagne l'ordre. Dans ces directives : *Il devra être procédé à l'arrestation de telle sorte qu'un rassemblement de Juifs soit évité et que notamment les fonctionnaires qui procèdent aux arrestations ne soient pas molestés. Si malgré tout de telles manifestations avaient lieu, les participants devront être arrêtés et incarcérés en avertissant la SD – Kommando Saint-Quentin 12, rue Charles Picard.* A propos des enfants, les fonctionnaires doivent les remettre à d'autres Juifs ne figurant pas sur les listes d'arrestation.

Pour Soissons, la compagnie de Gendarmerie reçoit une liste de 16 noms. Dans la nuit du 19-20 juillet – dimanche-lundi – les gendarmes frappent aux portes des adresses indiquées :

Au 31, rue Molière : Isia et Sophie Bich. Leurs enfants, Victor (15 ans) et Viviane (1 an) sont confiés à la bonne. Ils vivront cachés jusqu'à la Libération.

Au 20, rue Richebourg : Abram Biegacz et son épouse Gitla. Leur fils aîné Samuel (20 ans) a été arrêté et se trouve interné à Laon depuis la fin juin. Leur fils cadet, Bernard (17 ans) est confié à une tante. Ces derniers seront cachés jusqu'à la Libération.

Au 7, rue des Cordeliers : Germaine Ehrenkranz 37 ans (née Liwer) et sa sœur Sylvia Liwer (21 ans) sont emmenées. Les deux enfants de Germaine, Daniel (8 ans) et Lise (6 ans) ont été confiés à leur nounou (non-juive) qui les cachera et les sauvera.

Au 41, avenue de Coucy : David Gochperg (53 ans) est séparé de son épouse Pauline, juive de nationalité française et de ses deux enfants, Albert (6 ans) et Nelly (1 an).

Au 27, rue du Château d'Albâtre, Simon-Robert et Rose Lewkowicz. Leurs cinq enfants sont confiés à leur sœur aînée, Germaine qui a épousé en 1941 un non-juif : Jacques Boulloire. Ce dernier les mènera en zone libre et les sauvera tous.

Au 38, avenue Voltaire. Robert-Rywen Liwer refuse de suivre les gendarmes et se débat. Ils finissent par le menotter.

Au 15, rue Saint-Quentin, Bella Wajsfelner est arrêtée. Son mari et son fils aîné Charles (18 ans) ne se trouvaient pas là. Son plus jeune garçon, Maurice, 9 ans, est confié à sa belle-sœur Chaja.

Dans cette aube du 20 juillet, onze Juifs de Soissons ont donc été arrêtés et emmenés à la Gendarmerie, rue des Francs Boisiers. Le douzième est emprisonné à Laon (Samuel Biegacz) et quatre n'ont pu être trouvés : Jankiel et son fils aîné Charles Wajsfelner, Charles Knoll qui a disparu des radars des autorités depuis le 4 juillet 1942 et Jacob-Jacques Ehrenkranz, gravement malade des jambes, hospitalisé au Val-de-Grâce après son rapatriement d'un stalag. Ces deux derniers traverseront la guerre dans la clandestinité et se battront dans la Résistance, Charles Knoll dans la région de Limoges et Jacques Ehrenkranz dans le sud-ouest de la France, en Espagne en tant qu'agent secret des forces Alliées, puis intégré en 1944 dans un commando de la 1^{ère} Armée Française après bien des aventures dignes des plus grands romans d'espionnage.

Au cours de cette journée du 20 juillet à la gendarmerie, Robert Liwer, toujours menotté, réussit à s'échapper en sautant du 1^{er} étage par une étroite fenêtre des toilettes. Il passera en zone libre, survivra et combattra dans la Résistance dans la région de Lyon.

Ainsi, en début d'après-midi de ce lundi 20 juillet, dix juifs de Soissons sont transférés à Laon où ont été regroupés tous les juifs étrangers pris dans la rafle organisée dans les trois départements de Picardie. Soit un total de 65 personnes (sur les 98 prévues par le SD allemand et les autorités françaises). Rose Lewkowicz, encore souffrante d'un accouchement difficile quelques jours avant son arrestation (son fils Alain décéda de la mort subite du nourrisson) est hospitalisé à l'Hôtel-Dieu de Laon. Le lendemain, tous les autres juifs sont convoyés au camp de Drancy, exceptée une femme juive de Rosières libérée sur ordre du préfet de l'Aisne (mais sera à nouveau arrêtée en 1944 et déportée à Auschwitz).

Pendant ce temps-là, ce mardi 21 juillet 1942, Jankiel et Charles Wajsfelner se rendent à la gendarmerie de Soissons d'où ils sont directement emmenés à Drancy où ils retrouvent Bella et les neuf autres juifs arrêtés de la ville. Les Wajsfelner sont déportés à Auschwitz avec David Gochperg, Robert-Simon Lewkowicz, Abram, Gitla et Samuel Biegacz, Sylvia Liwer dans le convoi n°12 du 29 juillet 1942, Germaine Ehrenkranz (déportée dans le convoi n°34 du 18 septembre 1942), Isia et Sophie Bich seront déportées dans le convoi n°76 du 30 juin 1944 après avoir transité plusieurs fois entre Drancy, Beaune-la-Rolande, la camp annexe de Drancy à Paris (le magasin Léviton) puis à nouveau Drancy, une semaine avant leur déportation. Ce couple d'origine russe sera le seul de Soissons à survivre à l'enfer d'Auschwitz. Tous les autres ne sont pas revenus et leurs traces s'effacent dans les crématoires du camp. Ce que nous savons précisément, grâce aux archives conservées au Musée d'Etat d'Auschwitz, c'est que Robert Lewkowicz a survécu deux semaines avant d'être assassiné le 13 août 1942, le même jour que son ami Alphonse Liwer, arrivé au camp le 22 juin.

Le 25 août 1942, Rose Lewkowicz est transférée de l'hôpital de Laon vers Drancy. Elle n'y reste que 6 jours avant d'être déportée dans le convoi n°26, assassinée dès son arrivée à Birkenau.

Les 9-10 octobre 1942 une seconde rafle d'envergure s'organise dans la zone occupée pour les juifs étrangers, cette fois sans considération d'âge. A Soissons, aucun ne sera pris, tous ont réussi depuis l'été 42 à se cacher ou, comme le docteur Gabriel Fried, à s'échapper in extremis grâce à une chaîne de solidarité.

En 1943, la traque continue. Dans l'Aisne, les Allemands exigent de rechercher des hommes juifs étrangers entre 18 et 50 ans, ou Juifs français entre 20 et 30 ans pour être envoyés à Cherbourg. Ils ordonnaient au préfet d'appréhender, en urgence, des Juifs comme main-d'œuvre pour les chantiers du Mur de l'Atlantique dans le cadre de l'organisation Todt. A Soissons, aucun ne sera pris dans le cadre de cette opération.

Rachel Katz, fromagère à Crouy, femme d'un prisonnier de guerre juif, échappe elle aussi de peu à une arrestation. Avant de fuir dans la clandestinité, elle confie ses deux enfants (Micheline 10 ans et Jacques 4 ans) à sa belle-mère vivant à Tergnier. Cette dernière, prénommée également Rachel née Guecht, sera arrêté chez elle par le SD le 4 janvier 1944. Les deux petits enfants échapperont par miracle à cette arrestation.

Deux jours avant l'arrestation de sa belle-mère, Rachel Katz est arrêtée quelque part dans l'Aisne : *"la rue où je me trouvais fut barrée aux deux extrémités par des gendarmes allemands. La rafle !!! J'avais encore sur moi ma carte d'identité véritable. Je fus vite identifiée car j'étais portée sur la liste noire. Dangereuse !!!"* confia-t-elle bien des années plus tard à Robert Attal. Elle passe trois mois dans la prison de Laon avant d'être enrégistrée dans le camp de Drancy.

4 janvier 1944, deuxième rafle qui saigne l'Histoire des Juifs de Soissons, de l'Aisne et de bien des départements dans l'Hexagone. La traque est orchestrée cette fois-ci par la Feldgendarmerie, parfois accompagnée de gendarmes français. En janvier 1944, René Bousquet est remplacé par Joseph Darnand. Bousquet fait la contestation qu'il aurait dû faire en juillet 1942 mais il est trop tard, le processus nazi de la « solution finale de la question juive » est devenu irréversible. La nomination de ce chef de la Milice marque l'abandon par le gouvernement de Vichy des Juifs français de province aux mains de la Gestapo. On se sert à nouveau des listes préfectorales pour accomplir les arrestations. Peu importe l'origine, peu importe l'âge, l'extermination doit s'accomplir. La rafle s'opère en plein jour à Soissons. En ce début d'après-midi d'un mardi glacial les camions ou les tractions-avants du SD de Saint-Quentin embarquent enfants, adultes ou vieillards :

Au 21-23 rue du Collège : Paul (62 ans) et Fernande Cahen (55 ans). Leur plus jeune fille Marie-Claude, se trouvant au collège, a été prévenue à temps de l'arrestation de ses parents. Elle est prise en charge par des proches ou des connaissances pour échapper à un destin funeste.

Au 41, avenue de Coucy, les Allemands embarquent sans scrupules Pauline Gochperg et ses deux jeunes enfants : Albert (8 ans) et Nelly (3 ans).

Au 15, rue Saint-Quentin : le jeune Maurice Wajsfelner (10 ans) et sa tante Chaja Goldsztnan, née Wajsfelner (37 ans) sont emmenés.

Ces sept Juifs de Soissons sont incarcérés à la prison de la ville jusqu'au 20 janvier, jour de leur transfert vers le camp de Drancy. Tous seront déportés dans le convoi n°67 du 3 février 1944 et périront à Birkenau.

Le 12 avril 1944, Rachel Katz est transférée au camp de Drancy, en tant que femme de prisonnier de guerre. Dans la catégorisation bureaucratique des SS, elle n'est pas déportable à Auschwitz pour une extermination immédiate, mais à Bergen-Belsen dans un sous-camp appelé « camp de l'échange ». 168 femmes et 77 enfants juifs de prisonniers de guerre français sont déportés en quatre convois de la gare de l'Est (2 et 3 mai 1944 –celui de Rachel-, puis les 21 et 23 juillet) vers ce camp de concentration pour faire office d'otages à échanger par les Allemands contre du matériel. Ces échanges n'auront jamais lieu pour ces 245 personnes. Elles vivront et connaîtront les pires conditions d'internement quand Bergen-Belsen verra ses effectifs dépasser les capacités d'accueil avec l'arrivée des survivants des Marches de la mort dans un IIIe Reich en pleine déliquescence.

La libération : les Absents, les Revenants

Sophie Bich au camp d'Auschwitz II Birkenau et son mari, Isia Bich au camp d'Auschwitz III Monowitz ont échappé aux Marches de la mort lors des évacuations par les SS d'environ 60 000

détenus. Ils sont libérés par l'Armée soviétique le 27 janvier 1945. Après des semaines de convalescence dans le camp d'Auschwitz I, transformé en hôpital de fortune par les libérateurs, Sophie Bich sera rapatriée via un navire depuis le port d'Odessa et débarquera au port de Marseille le 1^{er} avril 1945. Le lendemain, elle retrouvera sa fille à Paris, cachée par un couple d'amis. Isia reviendra à Paris le 29 avril, par la même traversée de la Mer Noire et la Méditerranée.

A Bergen-Belsen, les SS organisent des convois d'évacuation pour plusieurs déportés. Le 10 avril 1945, cinq jours avant la libération du camp par l'armée anglaise, Rachel Katz est embarquée dans un convoi, celui que l'on appellera le « train fantôme » qui erra jusqu'au 23 avril 1945 à Tröbitz au nord de Dresde. Rachel Katz et quatre autres détenues de ce convoi prirent le risque de s'échapper lors d'un arrêt du train, le 13 avril 1945 près de Lünburg. Elles réussirent cette folle tentative. Notre fromagère de Crouy revient à Soissons, retrouve ses deux enfants juste avant l'ivresse de la capitulation allemande le 8 mai. Son mari Henri reviendra du stalag.

Pour les enfants ou les proches cachés depuis les rafles de 1942, commencent l'espoir d'un retour de leurs parents avant de se renfermer dans un long silence quand l'absence devient la prise de conscience qu'il n'existera aucune sépulture pour un papa, une maman, un frère, une sœur, disparus dans les camps d'extermination nazis.

A Soissons, comme au niveau national, la communauté juive a été aux trois-quarts sauvée grâce aux puissants liens de solidarité active préservés avec la société civile, malgré Vichy et ses lois d'exclusion.

Aujourd'hui, 13 noms de Soissonnais reconnus par l'Etat d'Israël comme *Juste parmi les nations* sont gravés sur une plaque dans le hall de la mairie de la ville.

A Paris, au Mémorial de la Shoah, sur le Mur des 76 000 noms des Juifs arrêtés et déportés de France se trouvent au milieu d'une liste interminable les 21 innocents qui vécurent à Soissons (ajoutons Adolphe Liwer de Crouy) avant la Shoah. Ces noms sont aussi gravés à Soissons sur une stèle parmi l'ensemble des victimes de la seconde guerre mondiale. Elle se trouve sur le Monument aux Morts au centre de la place Fernand Marquigny.

Stéphane Amélineau



Sur l'historiographie de cette persécution juive à Soissons, je souhaite rendre hommage aux travaux précurseurs de Maurice Berthiault, Roland Guerre, Robert Attal et Dominique Natanson. Ils ont été les points de départ, la boussole de mes premiers pas sur cet itinéraire de Mémoire.

Enfin, une reconnaissance toute particulière à tous ces enfants cachés d'hier qui ont eu le courage de revenir sur ses heures sombres pour témoigner dans nos longs entretiens et de m'avoir fait confiance pour que leur histoire se reflète dans notre Mémoire collective, 70 ans après.

ASSEMBLÉES

GÉNÉRALES

DU 14

FÉVRIER 2016

Le Président remercie la nombreuse assistance qui est venue à l'auditorium du Mail pour participer à notre assemblée générale annuelle ainsi que M. François Hanse représentant la municipalité. Cette réunion sera complétée par une "*assemblée générale extraordinaire*" afin d'apporter deux petites modifications à nos statuts : la prolongation à deux ans de la durée du mandat des membres du bureau et la création d'un poste de responsable Internet. Avant de passer à l'ordre du jour, hommage est rendu aux deux adhérents décédés dans l'année : Pierre Cascalès et tout récemment Jean-Claude Burllet qui a participé à de nombreuses activités et dont nous publierons une biographie dans le prochain bulletin d'avril. Le Président ouvre ensuite la séance.

RAPPORT D'ACTIVITE

18 janvier : conférence d'Eric Thierry sur Claude Chastillon, topographe, qui était aux côtés d'Henri IV lorsque celui-ci fit le siège de la ville de Laon en 1594. Ses cartes montrent son grand intérêt pour les paysages et les détails des opérations militaires.

15 février : après notre assemblée générale, Denis Rolland présente un court métrage comportant différentes scènes des années 1935-38 se déroulant à Soissons ; par exemple la visite du Président Albert Lebrun et son passage dans les rues de la ville.

22 mars : Philippe Querel décrit le port de Soissons et son évolution au cours du XIX^e siècle.

12 avril : Florian Corbier, qui prépare une thèse de doctorat sur l'Art déco dans la région, nous a parlé de la reconstruction de Soissons après la Grande guerre.

10 mai : nous sommes allés visiter le musée privé de Vassogne qui regroupe un ensemble d'objets de la vie quotidienne et du monde du travail ayant contribué à la reconstruction des bourgs et villages environnants plus ou moins détruits lors de la Grande guerre. Autre point de cette sortie, toujours dans cette zone du Chemin des Dames : l'église art-déco de Martigny-Courpière entièrement détruite durant la Grande guerre.

14 juin : notre sortie-pique consacrée au patrimoine de la région nous a conduit dans l'Oise : Morierval, son abbaye et sa célèbre roseraie, l'abbaye de Lieu-Restauré, la tour de

Montépilloy, le prieuré de Bray et, pour finir, le château de Coyolles.

19-20 septembre : on a fait un "déstockage" pour libérer de l'espace dans nos rayonnages avec la vente de livres en double ou de peu d'intérêt parus après 1950. L'opération a bien marché et sera renouvelée cette année.

26 octobre : Michèle Tranchart et Emmanuel Sautereau évoquent l'évolution du bâti à Coucy le Château au XIX^e siècle.

13 novembre : c'était notre repas annuel habituel et Denis Rolland a fait un historique du manoir dans le Soissonnais, retraçant l'évolution de cette demeure noble de la campagne du XIII^e au XVIII^e siècles.

13 décembre : la fulgurante ascension de Jacques Pennier, apprenti peintre soissonnais devenu ingénieur géographe des camps et des armées de Louis XIV est expliquée par Emilie d'Orgeix.

Site Internet

La moyenne des visiteurs et du nombre de pages lues chaque jour est en diminution de moitié par rapport aux chiffres d'il y a cinq ans. Cela veut dire que notre site commence à être connu et que les premiers lecteurs ont trouvé ce qu'ils cherchaient ; peut-être aussi faut-il que l'on complète nos informations pour attirer de nouveaux lecteurs. Quelques questions posées sont données en exemple, pour les deux tiers sur des généalogies

Autres activités

Le 13 juin a été inauguré à la Sous-Préfecture la salle "Mireille Andrieu" en souvenir de la sous-préfète de Soissons qui est restée pendant toute la Grande guerre aux côtés de

son mari pour venir en aide à la population soissonnaise.

Florian Corbier, doctorant en histoire de l'art, a représenté la Société au congrès du CTHS de Reims pour expliquer la reconstruction dans l'Aisne.

Le Président a effectué plusieurs interventions
- à la médiathèque de Reims et également à la Caverne du Dragon pour présenter l'affaire Pharaon qui se déroule pendant la guerre 14-18, ce dont il nous reparlera.

- à St Quentin au congrès de l'association des professeurs d'histoire géographie pour une intervention sur l'infrastructure de l'armée américaine en 1917-1918.

- aux journées d'études d'Amiens organisées par le Conseil régional de Picardie sur le patrimoine et l'état de la recherche.

- déplacement également à la splendide médiathèque de Tulle pour une conférence sur le Général Nivelles.

Un travail a été entrepris avec Archipop, une association qui fait de la revalorisation par numérisation de films amateurs sur la période 1945-1955. dans le but de constituer des images d'archives de Picardie Des exemples sont montrés à l'écran concernant notamment Fère en Tardenois et Chéry les Pouilly. Le film complet sera présenté lors d'une réunion le 2 avril prochain.

Publications

Nos dernières publications sont toujours disponibles à la vente : la guerre des civils, les Vergnol, les civils racontent ; elles seront proposées à l'assistance à l'issue de la réunion. De même, les adhérents pourront prendre gratuitement le dernier numéro des Mémoires de la Fédération. Autre ouvrage disponible : l'histoire du château de Pernant depuis sa destruction durant la Grande guerre jusqu'à sa rénovation par un mécène vénézuélien et publié par l'association de sauvegarde présidée par Pascale Jacques. Le propriétaire vénézuélien ayant décidé de vendre le château après l'avoir sauvé, l'association a décidé de se dissoudre et les fonds restants ont servi à publier cet ouvrage.

Patrimoine

La chapelle du Mont de Soissons est appelée à disparaître. Apparemment elle semble en bon état mais la charpente est bien atteinte et le propriétaire ne veut rien faire pour la restaurer ; seul un classement historique

pourrait la sauver, ce qui semble très incertain.

A Braine, la restauration de la maison espagnole est complètement terminée comme le montrent des images comparatives à l'écran ; seul l'aménagement intérieur est encore en cours d'achèvement.

Pour la maison Henri IV, les difficultés administratives ont été levées, le permis de construire accordé et la rénovation a démarré.

Pour la maison Henry du boulevard Jeanne d'Arc, qui est inscrite à l'inventaire des monuments historiques, le recours des riverains auprès du tribunal administratif a été rejeté et la construction va pouvoir se faire dans le parc.

A Blérancourt, la rénovation après incendie de la maison St Just est complètement terminée mais, entre-temps, l'office de tourisme, la petite bibliothèque et le musée qu'elle abritait ont été transférés ailleurs par la mairie. La question qui se pose maintenant est de savoir qu'en faire !

Après une offre de subvention de notre députée, Mme Bechtel, et diverses aides complémentaires, la crypte d'Ambleny a été dégagée. Reste à interpréter son utilisation ; tout le monde est perplexe, y compris les archéologues qui sont venus la visiter. Néanmoins, c'est un élément du patrimoine qui ressurgit.

Pour la maison forestière au bord de la RN 2, au carrefour de Montgobert, le tracé de la route a été légèrement modifié pour éviter sa démolition mais c'est mal parti pour son avenir. L'ONF qui en est propriétaire ne sait qu'en faire, ne veut pas la remettre en état ni la céder symboliquement à la communauté de communes de Villers Cotterêts.

Pour les éoliennes de Grand Rozoy, le commissaire enquêteur a donné un avis défavorable préservant ainsi le classement au patrimoine mondial de l'Unesco de la butte Chalmont.

Un projet d'éoliennes concerne aussi les villages d'Acy et de Serches malgré le magnifique panorama que l'on y découvre.

A Chaudun, le monument de la victoire de 1918 est dangereusement accessible en raison de l'importante circulation sur la route nationale. Avec Soissonnais 14-18, il avait été envisagé de le déplacer pour lui donner un

meilleur accès mais un projet d'éoliennes vient perturber le projet.

Prévisions d'activités 2016

- le 17 janvier, c'était "*la Shoah en Soissonnais*" avec Stéphane Amelineau. Un incident technique a empêché les projections qui auraient dû accompagner la conférence mais cela n'a pas gêné le conférencier qui connaissait parfaitement son sujet. Nous y reviendrons lorsque le livre aura paru dans le courant de l'année.

- ce 14 février, c'est notre assemblée générale qui sera suivie de la rencontre avec la "*belle inconnue*".

- le 20 mars, Jean-Christophe Dumain, conservateur du patrimoine aux Archives départementales, nous parlera de "*la guerre de Cent ans dans le Laonnois*".

- le 2 avril, projection du film Archipop, comme expliqué précédemment, avec des images de Pierre Lebrun et René Verquin. Comme l'explique le Président, c'est à la demande d'Archipop que la réunion se fera un samedi à 18 heures.

- le 17 avril, Mme Marie-Claude Dinet-Lecomte évoquera les hôpitaux de Picardie du Moyen Age à la Révolution à partir d'un livre qu'elle vient de publier.

- en mai, notre sortie nous emmènera à Bucy le Long qui possède un patrimoine très intéressant : l'église, la tour du XV^e siècle, les petits fortins des anciennes vignes, etc.

- pour le mois de juin, rien n'est défini ; il n'est pas toujours facile de concilier l'objet de la visite avec la distance à parcourir.

- 26, 27, 28 août, la Société française d'archéologie organise maintenant chaque année un colloque avec un spécialiste anglais de l'architecture civile et nous a demandé notre partenariat.

- en septembre, nous renouvellerons notre vente de livres mais, cette fois, sur une journée seulement.

Projets en cours

- Alain Morineau continue ses recherches sur l'armorial de la généralité de Soissons, c'est un travail énorme.

- Monique Judas en charge des archives de la Société assure chaque année des remises en état de reliures d'anciens documents.

- Philippe Quérel s'intéresse aux fortifications de Soissons.

- en projection, le Président montre un almanach assez passionnant qui est paru

entre 1867 et 1937 ; nous en avons 30 volumes, il y en a 5 ou 6 complémentaires à la bibliothèque de Soissons ainsi qu'à la bibliothèque Carnegie. C'est une source d'informations très intéressante sur l'histoire, le patrimoine, etc. et il serait utile de la reconstituer.

- Nadia Martin, Michel Robinet et Jean-Marc Wintrebert travaillent depuis un certain temps sur l'ancien bâtiment de la Banque de France maintenant occupé par le Crédit Agricole qui nous avait demandé de préparer une exposition sur l'histoire de cette maison et de son environnement. Avec la fin des travaux d'installation du Crédit Agricole, elle va pouvoir se faire cette année dans le hall qui a été aménagé pour les entreprises.

- Alain Deshayes travaille sur le tracé des anciens chemins ruraux de Mercin, une étude qui rejoint la revalorisation des circuits touristiques et qui fera l'objet d'une prochaine réunion.

Service civique

Dans le cadre du service civique et avec l'accord de la Préfecture, nous avons engagé Alexis Pardon avec pour objectif la collecte d'informations sur la période de la Résistance. Cela nécessitait de se déplacer pour entrer en contact avec des personnes susceptibles d'avoir des documents intéressants. Son travail s'est bien déroulé et la masse d'informations collectées est assez considérable, même si elle n'est pas terminée. La Préfecture a apprécié le travail d'Alexis lors d'un cocktail à Laon.

Nous aurons un deuxième service civique pour un autre dossier qui nous tient à cœur : celui des archives de la Croix Rouge et plus précisément la gestion des prisonniers de guerre pendant la dernière guerre que René Verquin avait ramenées à la Société historique. Une stagiaire envoyée par les Archives départe-mentales a déjà travaillé sur le sujet pendant trois mois dans le cadre d'une préparation à un diplôme universitaire. La tâche n'est pas terminée et nous aurons donc un deuxième service civique pour la continuer et éventuellement compléter les travaux d'Alexis Pardon.

On va tenter aussi l'emploi d'un handicapé. C'est une personne malentendante qui est employée par le service généalogie de l'Aisne, qui connaît bien le travail d'archives, de classement, etc. mais qui arrive en fin de

contrat. Cet engagement serait d'un an pour un coût de 4.000 €. Si nous arrivions à publier un ouvrage dans l'année, ce coût pourrait être atténué.

Prévisions pour 2017

En 2017, la Société aura 170 ans et nous ferons une publication pour montrer son évolution au cours cette longue période. Avec une image à l'écran qui montre une réunion se tenant à l'étroit dans ses bureaux dans les années 1960, on peut faire une comparaison et mesurer l'évolution.

L'année 1917 sera riche en évènements dans notre département et la Fédération des Sociétés d'histoire de l'Aisne fera un colloque dans l'Aisne. Par ailleurs, un appel à projet va être lancé par le Département auprès des associations et collectivités locales sur les manifestations à prévoir sur cette année charnière de la guerre.

L'association St Just à Blérancourt voudrait que nous participions à son colloque marquant les 250 ans de la naissance de St Just mais cela fait beaucoup de commémorations !

Nos locaux

La photo de notre lavabo fait rire la salle mais ses jours sont très comptés ! En effet, la mairie nous a annoncé qu'un budget de 10.000 € était prévu pour améliorer nos locaux et transférer la réserve du 14 de la rue de la Congrégation dans les sous-sols de notre siège. C'est un sujet de satisfaction apprécié d'autant plus que c'est la première fois que nous avons une action positive de la ville sur ce sujet. Pour notre part, nous avons déjà commencé à améliorer le mobilier pour le rendre plus fonctionnel : grandes tables, armoires mieux dimensionnées, comme le montre l'écran.

RAPPORT FINANCIER

Le graphique du nombre de nos adhérents montre, depuis 2010, une relative stabilité autour de 230 ce qui situe le nombre de sympathisants aux environs de 350 - 390, compte tenu que l'adhésion concerne aussi le couple.

Le compte d'exploitation présenté à l'écran est commenté par notre trésorière Colette Fourreaux. Quant au bilan, il ne pourra être détaillé par Bernard Jacques actuellement Secrétaire Georges Calais

souffrant. L'ensemble des documents financiers est joint au présent compte-rendu Le Président confirme les explications justifiant le bilan négatif de l'année, souhaitant que ce soit une année exceptionnelle.

*

Les rapports d'activité et financier soumis au vote de l'assemblée sont adoptés à l'unanimité.

*

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Deux modifications à l'article IV de nos statuts sont proposées à cette assemblée extraordinaire :

- 1 - porter de un à deux ans la durée du mandat des membres du bureau.
- 2- créer un poste de responsable du site Internet s'ajoutant aux membres du bureau pour confirmer la fonction déjà tenue par Alain Morineau et dégager une place au bureau.

Ces deux modifications sont adoptées à l'unanimité.

*

En conclusion, le Président exprime sa satisfaction sur les meilleures relations qui s'installent avec la municipalité, notamment avec l'attention manifestée envers l'état de nos locaux. Il lui adresse ses remerciements ainsi qu'à tous les membres du bureau qui prennent leur part à la bonne marche de la Société

*

RENOUVELLEMENT DU BUREAU

La composition du bureau affichée à l'écran comporte deux modifications :

- Monique Judas prend seule en charge les archives.
- le poste de responsable du site Internet apparaît, occupé par Alain Morineau qui assure cette charge depuis de nombreuses années sans justification officielle.

A main levée, l'assemblée donne un accord unanime à cette composition :

Président	Denis Rolland
Vice-Présidents	Maurice Perdereau René Verquin Jean-Marc Wintrebert
Trésorière	Colette Fourreaux
Bibliothécaire	Michel Robinet

Archiviste	Monique Judas-Urschel
Responsable site Internet	Alain Morineau
Membres	Pascale Jacques Nadia Martin Philippe Quérel

La parole est ensuite donnée à François Hanse, représentant de la Municipalité qui se déclare ravi de cette invitation à notre assemblée générale. *"Quand on voit le travail accompli, on ne peut qu'être admiratif. Je sais que par le passé les relations avec la mairie ressemblaient un peu à une guerre de tranchées et je serais très attentif à ce que les relations entre la collectivité et votre société soient constructives. Quand on voit la qualité du travail que vous faites en tant que passionnés d'histoire, on se doit de vous soutenir et c'est le sens de ma démarche en tant qu'adjoint à la culture. Vos problèmes de locaux sont des problèmes cruciaux, c'est pourquoi j'ai proposé au maire, et il a tout de suite accepté, que nous programmions au cours de ce budget un financement de 10.000 € pour des travaux au sein de votre société. Très prochainement, je demanderai aux services de se rapprocher des responsables de l'association pour établir un calendrier et faire en sorte que vos locaux soient adaptés le mieux possible à vos travaux. Nous avons conscience que ce que vous faites est un travail essentiel dans une période si agitée, si mouvementée de notre histoire ; une recherche de nos racines, de notre identité est très importante. J'espère que l'année prochaine, on pourra présenter des images plus positives de vos locaux, je m'y engage".* Je ferais en sorte de bien vous accompagner sur ce dossier afin que votre Société puisse continuer à travailler comme elle le fait.

L'intervention de François Hanse se termine sous des applaudissements.

*

La deuxième partie de la réunion est consacrée à "la belle inconnue".avec la

projection de nombreuses photos la concernant. Ce sont les longs travaux depuis 2009 de Nadia Martin et Michèle Robinet, aidées au début par Pascale Jacques et Jean-Marc Wintrebert, qui ont permis de l'identifier à partir de quelques 250 photos du fonds Vergnol. Cette belle inconnue nous est apparue à plusieurs reprises dans ces photos lors de notre sélection pour l'exposition Vergnol à la chapelle St Charles et on peut les dater dans une période allant de 1914 à 1918. On peut la voir dans divers endroits à Paris, en Bretagne ou ailleurs, en intérieurs ou extérieurs, habillée de différentes façons mais toujours très élégante C'est à ce moment là que nous l'avons surnommée la belle inconnue car son nom n'apparaissait nulle part. Les deux conférencières détaillent leurs recherches pour éclairer leur parcours photographique à partir de petits indices relevés sur les images, leurs déplacements vers les endroits supposés. Quelques images en compagnie d'un prêtre éclairent un peu plus le personnage en permettant des recherches plus pointues, notamment généalogiques, qui vont faciliter son identification et, par là même, de s'approcher un peu plus de la famille de notre belle inconnue. Effectivement, cette analyse révèle les liens de parenté entre les deux personnages et abouti à lever totalement le voile de notre belle inconnue qui était célibataire, sans enfant, et s'appelait Modeste, Emilie Bidet, née en 1881 et décédée en 1933. Reste, en point d'interrogation, qu'elles étaient ses relations avec André Vergnol qui en gardait 250 photos ?

En conclusion, cela montre qu'en partant de peu de choses et avec persévérance on peut aboutir à une découverte intéressante. ce qui explique les vifs applaudissements de nos deux conférencières.

*

Comme de coutume, ce convivial après-midi se termine autour d'une coupe de champagne ●